

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

**Autorisation de voirie n°ARR2022-587
portant réglementation de la circulation
RUE ESMERY CARON et RUE DU 9 ET 10 JUIN 1940**

Le Maire, Conseiller régional,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8 et R.411-21-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

Vu l'arrêté n°184 du 03 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien LEROUX,

Considérant que des travaux de requalification de voirie rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 24 octobre 2022 au 20 novembre 2022 RUE ESMERY CARON et RUE DU 9 ET 10 JUIN 1940.

ARRÊTE

Article 1 - A compter du 24 octobre 2022 et jusqu'au 20 novembre 2022, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE ESMERY CARON et RUE DU 9 ET 10 JUIN 1940 :

- La circulation des véhicules sera interdite RUE DU 9 ET 10 JUIN 1940 et RUE ESMERY CARON dans la partie comprise entre la RUE SAINT-MARTIN et le BOULEVARD LOUIS TERRIER. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules de l'entreprise exécutant les travaux et véhicules de secours. L'accès des riverains sera maintenu d'un côté ou de l'autre du chantier suivant la signalisation mise en place.
- Le stationnement des véhicules sera interdit suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des piétons sera déviée et règlementée par panneaux au droit et selon les besoins du chantier.
- Les trottoirs pourront être partiellement ou totalement occupés sous réserve de ménager un cheminement sécurisé pour les piétons et les personnes à mobilité réduite, de 1.40 mètres minimums. Les piétons en transit seront déviés conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1) et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ».
- Le cheminement des piétons sera sécurisé au droit des obstacles.
- La continuité de la signalisation et des dispositifs de sécurité sera maintenue par le demandeur.
- Dans le cas d'un délai d'attente, entre l'intervention et la remise en état définitive, un enrobé à froid devra être impérativement réalisé sur la fouille.

L'intervenant veillera à remettre l'emprise du chantier et ses abords dans l'état dans lequel se trouvait le domaine public avant. La remise en état suppose la réalisation des opérations suivantes :
La réfection définitive du revêtement (Les différentes couches devront être réalisées avec le même type de matériaux et de constitution que ceux présent et de telle manière qu'elle permette la reconstitution de la qualité du patrimoine) :

Le rétablissement à l'identique de la signalisation,

La remise en état du mobilier urbain,

Le nettoyage complet de l'emprise du chantier et de ses abords.

Installation d'une base de vie et d'une zone de stockage face au N°6 IMPASSE DE LA CAILLE en respectant les règles de sécurité, de protection au sol et en prenant toute précaution afin de ne pas constituer un danger pour les piétons.

Les véhicules en stationnement interdit, considérés comme gênants seront évacués et mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

Article 2 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise LE CORRE BTP.

Article 3 - Monsieur le Commissaire de police (circonscription de sécurité publique de DREUX), Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de DREUX et Monsieur le chef de service de la police municipale, directeur de la Prévention et des Risques Urbains et les agents placés sous leurs ordres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à DREUX, le 24 OCT. 2022

Pour le Maire,

L'Adjoint délégué à l'occupation du domaine public



Sébastien LEROUX,

DIFFUSION :

LE CORRE BTP

L'Echo Républicain KÉOLIS

Police Municipale

Agents de surveillance de la voie publique

Service de collecte des déchets TRANSDEV

Centre de secours

Hôtel de Police

Accueil Dreux agglomération

Gendarmerie

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.